

« Les autorités ferment les yeux. Elles n'appliquent pas les règles qu'elles ont élaborées. Passivement, elles laissent faire.

Loin de nous l'idée de nous en plaindre. Il est possible que la censure ait été nécessaire, en un temps où les excès de langage ou de plume auraient pu exposer le pays tout entier à de redoutables dangers, à une époque où nous devions par un opportunisme, point très glorieux sans doute, mais réaliste, faire quelques sacrifices à la doctrine de la neutralité individuelle que nous n'avons jamais admise en principe, mais dont nous avons dû tenir compte, parce que nos interlocuteurs s'en réclamaient. De tout cela, l'histoire jugera. Maintenant qu'elle a pratiquement cessé de fonctionner, nous avons de bons motifs de nous réjouir. Une démocratie ne peut pas se maintenir à la longue, si l'opinion n'est pas libre. L'esprit a reconquis ses droits à la faveur des circonstances. C'est mieux qu'un espoir : un réel progrès. (...)

Il ne s'agit pas ici de justifier ou de condamner la censure – dont nous avons relativement peu souffert, bien que d'aucuns tiennent à faire accroire qu'ils en sont les pitoyables et héroïques victimes – ni les interdictions de partis qui ont fait un mal immense, en faussant, surtout dans certaines villes, tout le jeu des institutions démocratiques. Notre propos est différent. Ce que nous ne comprenons pas, c'est que l'on n'ait pas le courage d'avouer ouvertement et publiquement ce dont on convient secrètement. Maintenir la censure et tolérer qu'elle n'agisse plus, c'est une fâcheuse contradiction. »